

*L'Adresse—M. McRae*

en parlant au nom de ma génération, des citoyens âgés du Canada d'aujourd'hui qui, dans les années 30, ont fait quelque chose de formidable pour leur pays. Le Canada leur doit beaucoup, à eux qui ont résolu de bâtir un pays dans lequel le gouvernement se soucierait de ses citoyens. J'espère que c'est ce qui se passera. C'est pour cette raison que j'exhorte les députés à appuyer nos demandes d'augmentations au chapitre des programmes sociaux et d'appuyer notre amendement à l'Adresse en réponse au discours du trône quand viendra le moment de voter cet après-midi.

**Des voix:** Bravo!

**M. Paul E. McRae (Fort William):** Monsieur l'Orateur, je me réjouis de pouvoir participer au débat sur l'Adresse en réponse au discours du trône et de donner la réplique à quelques-unes des préoccupations exprimées par le député de Winnipeg-Nord-Centre (M. Knowles).

Il faut certes s'inquiéter du sort des nos concitoyens démunis qui existent même si nous vivons dans une société riche. D'emblée, je souscris aux inquiétudes que la question des pensions soulève chez le député. Il y en a beaucoup qui ont peine à joindre les deux bouts et qui ont beaucoup de difficulté à le faire.

Pendant des années, j'ai souscrit aux principes que défend le député à savoir que l'État est tout-puissant. Cependant, j'ai bien changé d'idée. En rappelant l'époque des années 30, 40 et 50, le député a souligné l'urgence des solutions qu'il propose. Cependant, il devrait comprendre que nous vivons de profonds changements à l'heure actuelle. Et ces changements signifient que nous devons réorienter nos options.

Les solutions qu'il préconise, je les avais acceptées au cours des années 50 et 60, mais je ne les approuve plus maintenant. Il faut comprendre que nous vivons une nouvelle ère économique. Cela admis, nous serons en mesure de concevoir de nouvelles solutions.

Il est vraiment troublant, en cette période de notre histoire, que des organismes comme le Nouveau parti démocratique qui a fait figure de proue pendant si longtemps, veuillent s'attaquer aux problèmes des années 50 et 60 et oublier les problèmes de l'heure. Il existe trois facteurs fondamentaux qui ont marqué les nouvelles orientations de la condition économique. Cependant, un grand nombre d'économistes ne s'en sont pas encore aperçus.

En premier lieu, la gravité des problèmes qui assaillent tous les gouvernements a décuplé. Pendant 100 ans, notre pays et d'autres également ont connu des taux d'inflation de l'ordre de 1 ou 2 p. 100, peut-être même moins. Aujourd'hui, quand notre premier ministre (M. Trudeau) participe à une rencontre des sept grands ou lorsque notre ministre des Finances (M. Chrétien) assiste à une réunion du FMI, ils considèrent qu'un taux de 5 p. 100 est un minimum. En effet, ils commencent à compter à partir de 5 p. 100. C'est là une motion totalement nouvelle. Quelques pays ont connu des taux d'inflation élevés pour de brèves périodes, tandis qu'un taux minimal de 5 p. 100 était loin d'être un phénomène général.

Le chômage est désormais un grave problème mondial. Au cours des dix dernières années, nous avons connu un taux de croissance très remarquable. Tout cela est en train de changer et nous avons des taux de croissance annuels de 2 et de 3 p. 100. Dans la plupart des pays, dans le monde entier, nous voyons s'accumuler des problèmes sociaux. Nous constatons un

changement notoire dans la politique des gouvernements qui s'inquiètent de la question des devises. C'est qu'en effet l'État n'a plus le pouvoir qu'il avait, une grande partie des avoirs liquides étant à présent contrôlés par les sociétés multinationales. Au cours des six ou sept dernières années, cette série de facteurs a fait bouler de neige et est venue accroître la somme des problèmes qui se posent à tous les pays.

Le second facteur en jeu est l'entrée en scène d'un phénomène presque sans précédent, la pénurie. On m'avait appris autrefois qu'il ne s'agissait que d'un rêve des banquiers ou d'autres groupes et que si nous pouvions nous débarrasser de cette notion tous nos problèmes seraient aplanis.

Pour la première fois au cours de l'histoire de l'humanité, nous allons faire face à une pénurie réelle, qui ne se fera peut-être pas sentir dans l'avenir immédiat mais qu'on ressentira d'ici dix ou quinze ans. Je veux parler bien entendu de la pénurie des ressources énergétiques, qui ont déjà soulevé des problèmes économiques énormes. C'est cette question qui est déjà à l'origine de l'état actuel du dollar américain. L'économie américaine a en effet un gros déficit au chapitre de son compte pétrolier. L'année dernière, il était, je crois, de l'ordre de 45 à 50 milliards de dollars et cet afflux d'argent des États-Unis va aux États arabes et aux pays de l'OPEP. Le Canada se heurte à la même difficulté, bien qu'à un moindre degré.

Mais nous avons également d'autres problèmes du même ordre à résoudre. On nous a dit par exemple que d'ici quinze ans il nous faudra consacrer environ 180 milliards de dollars à des projets d'exploitation de l'énergie et que le pourcentage de nos dépenses en capital consacré à l'énergie devra passer de 10 p. 100 à 30 et 40 p. 100. C'est un facteur sans précédent dont nous entendrons encore beaucoup parler dans les années à venir.

Le troisième facteur dont il faut tenir compte dans ce nouveau tableau de l'économie c'est que les techniques utilisées jusqu'ici ne sont plus valables. Elles ne conviennent plus. Il y a deux raisons à cela. Tout d'abord, l'amplitude du problème rend impossible d'utiliser les techniques monétaires et fiscales pour les résoudre. Deuxièmement, les techniques keynésiennes à la fois monétaires et fiscales tendent, au point où nous en sommes, à être contre-productives. D'après cette théorie, si l'on augmente la masse monétaire destinée aux poches des particuliers on crée des emplois. Cependant, lorsqu'il y a combinaison d'inflation et de chômage très élevés, la même situation qui très souvent fait augmenter la demande, contribue à nourrir l'inflation, à faire augmenter les coûts par unité, et à faire baisser les ventes à l'étranger et sur le marché local, ce qui se traduit par un regain de chômage.

● (1522)

Voilà un exemple qui montre bien que les mesures considérées efficaces dans le passé deviennent inopérantes dans les conditions actuelles. Il importe de bien comprendre, en se penchant sur les problèmes de notre temps, surtout à la veille d'une élection, qu'une personne ne peut détenir toutes les solutions et s'attendre à ce que tout aille bien. Cette remarque s'applique surtout aux porte-parole des partis d'opposition. Je ne crois pas qu'une personne puisse prétendre posséder toutes les solutions et s'attendre à ce que les Canadiens les accepte.

En ce qui concerne précisément la situation du Canada, j'aimerais signaler deux ou trois problèmes majeurs et, si